

L'Insee avoue avoir sous-estimé les chiffres du chômage
Après la polémique lors des élections, l'institut a dévoilé, hier, ses calculs.
Sonya Faure *Libération* 13 novembre 2007

Cette fois-ci, c'est le bon, promis. Enfin, l'un des bons chiffres du chômage parmi toutes les nouvelles manières de le mesurer... L'Insee l'a annoncé hier : le taux de chômage au deuxième trimestre est de 8,1 % pour la France métropolitaine, 8,4 % si on y ajoute les DOM. Le tout avec une marge de «*plus ou moins 0,4 point*», souligne l'institut. *Ce qui représenterait une baisse de 0,9 point sur un an et nous ramènerait au niveau de la fin 2002. Loin de ce qu'affichait le gouvernement Villepin pendant les élections, en parlant d'un taux de chômage au plus bas depuis vingt-cinq ans.*

Surprise. «*C'est une nouvelle histoire dans la statistique du chômage*», a dit Stéfan Lollivier, directeur des statistiques démographiques et sociales. Dans la préhistoire, soit jusqu'en juillet, il y avait un taux de chômage publié chaque mois, qui mixait les données administratives ANPE (nombre de demandeurs d'emploi inscrits) et celles, annuelles, de l'enquête emploi de l'Insee, reposant sur une enquête. Régulièrement, on recalait les chiffres de l'ANPE sur ceux de l'Insee, et ces derniers rehaussaient le taux de chômage sous-estimé par l'ANPE. La décision de l'Insee, en mars et en pleine campagne, de ne pas publier son enquête emploi 2006, avaient éveillé les soupçons. Le gouvernement avait-il ordonné à l'Insee de taire un chiffre qui faisait exploser les statistiques officielles ? Finalement, surprise : hier, l'Insee annonçait un taux proche du dernier chiffre officiel, publié en juillet dernier: 8 %. Que s'est-il passé ?

Définition. Deux changements méthodologiques cumulés ont transformé une hausse annoncée en stagnation affichée. En mars, l'Insee avait évoqué sa décision de ne pas publier son enquête. «*Il y avait bien un biais : les personnes qui ne répondaient pas à l'enquête étaient plus souvent en activité que celles qui y répondaient*», estimait hier Sylvie Lagarde, de l'Insee. Donc le précédent calcul avait tendance à surestimer le nombre de chômeurs. Mais le gros de l'affaire se joue sur la nouvelle définition du demandeur d'emploi. L'Insee s'est aligné sur la définition européenne plus stricte. Désormais, pour être comptabilisé comme chômeur, il ne faudra plus seulement être inscrit à l'ANPE, mais être «*en recherche active d'emploi*» : envoyer des CV, aller à des entretiens...

Au final le taux de chômage a bien baissé en un an, mais moins vite et moins fort que proclamé. Contrairement aux chiffres ANPE qui notent une baisse des demandeurs d'emploi inscrits dès 2005, le taux de chômage annuel serait resté stable en 2004, 2005 et 2006 à 8,8 % de la population active.

«C'est un simple escamotage»

Thomas Coutrot, statisticien du collectif ACDC

Thomas Coutrot est membre du collectif de statisticiens ACDC, les Autres Chiffres du chômage, qui a lancé la polémique sur la sous-estimation de la réalité par les statistiques officielles.

ACDC nous promettait une révision à la hausse, et nous voilà avec un taux de chômage à 8,1 %. Pourquoi ?

C'est un simple escamotage. L'Insee a fait feu de tout bois pour masquer le fait qu'il révisait à la hausse ses estimations précédentes et trouver une manière de retomber sur un taux à 8 %, exactement le même que le dernier taux de chômage officiel publié en juillet ! C'est de la vraie prestidigitation. L'Insee a en fait joué sur trois changements méthodologiques : l'alignement sur la définition stricte des chômeurs selon Eurostat (- 0,7point) sous prétexte de faciliter les comparaisons internationales.

Mais l'institut statistique européen calculait déjà le chômage français avec ses conventions propres, et les comparaisons étaient donc possibles avec les autres pays européens. D'autre part, pour «perfectionner» son enquête, l'Insee a relancé des sondés qui n'avaient pas répondu lors de la dernière enquête. Un tiers seulement ont répondu, qui se sont révélés avoir plus souvent un emploi. L'Insee a donc réévalué à la baisse son estimation (- 0,1 point). Pourtant dans les deux tiers des personnes qui ont à nouveau refusé de répondre, il est fort possible que

les chômeurs soient très nombreux. Enfin, l'institut a modifié les méthodes de pondération de données et exclu les personnes vivant en foyers, internats, hôpitaux, prisons ; cela lui a permis de réduire encore de 0,2 point le taux de chômage affiché.

Mais sur le fond, comment le chômage évolue-t-il selon l'Insee ?

L'enquête emploi Insee confirme ce que nous savions : depuis 2005, le taux de chômage officiel a sous-estimé la réalité. En 2005-2006, le taux de chômage publié par l'Insee s'appuyait chaque mois sur les données administratives de l'ANPE, qui baissaient fortement. En mars dernier, quand l'Insee a découvert grâce à son enquête emploi 2006 que le taux de chômage était stable, contrairement à ce que disait l'ANPE, il n'a pas voulu tirer la sonnette d'alarme, et a préféré accuser sa propre enquête qui ne serait pas fiable. Et donc ne pas la publier.

L'Insee se garde bien de le souligner, mais les chiffres publiés hier montrent, malgré tout, que, depuis le début 2005, le chômage a baissé en réalité de 1 point, et non pas de 2 points comme on nous le disait officiellement. Le chômage ne se situe donc pas à son plus bas niveau depuis vingt-cinq ans, mais au niveau de la fin 2002, et la révision à la hausse, même si elle est masquée, est bien de 1 point de chômage.

Le collectif ACDC accuse l'Insee d' « escamoter » les vrais chiffres du chômage

Le Monde.fr avec AFP | 12.11.07 | 20h38

Le collectif Les autres chiffres du chômage (ACDC) a estimé lundi 12 novembre que l'Insee a "escamoté la révision du taux de chômage" BIT dans l'estimation publiée à la mi-journée du taux de chômage pour le 2e trimestre 2007 (8,1 %), par "des changements opportuns dans la méthode de calcul". Selon le collectif, le taux a baissé "deux fois moins qu'affiché depuis deux ans".

L'Insee a dû finir par admettre, comme nous le disions depuis des mois, que les chiffres de l'ANPE ne sont plus utilisables pour évaluer le chômage. Mais il essaye quand même de maintenir la fiction d'un taux de chômage à 8 %", affirme un communiqué. Si le collectif reconnaît que l'Insee "ne cache pas avoir changé la méthode de calcul et indique bien qu'il en résulte une baisse d'un point du taux de chômage", il dénonce plusieurs changements de méthode de calcul "opportuns" et sans "fondements solides", destinés surtout à "éviter à l'Insee de se déjuger et de déjuger le gouvernement". L'Insee a notamment exclu de ses statistiques les personnes inscrites à l'ANPE mais qui ne signalent pas d'autre démarche de recherche d'emploi dans l'enquête Emploi. Il en résulterait une baisse de 0,7 % du taux de chômage.

UN CHÔMAGE "NETTEMENT SUPÉRIEUR AU NIVEAU DE DÉBUT 2001"

ACDC publie un schéma comparant une courbe "spéciale présidentielle", une courbe "embarrassante" et une courbe "providentielle". La première reprend les estimations de l'Insee et la Dares, "fausses depuis 2005 et qualifiées officiellement de provisoires depuis avril 2007, calculées sur la base des données biaisées de l'ANPE", selon le collectif. La deuxième reprend les résultats de l'enquête Emploi, "que l'Insee ne voulait pas valider pendant la campagne électorale, calculés avec la méthode habituelle" et montrant que le chômage "a baissé moitié moins qu'affiché jusqu'à aujourd'hui par l'Insee et demeure nettement supérieur au niveau de début 2001". La troisième, qui présente les nouveaux résultats de l'enquête Emploi, "converge si miraculeusement avec la courbe 'spéciale présidentielle' qu'il est impossible d'y voir une coïncidence", estime le collectif.

ACDC enjoint l'Insee d'"attendre les conclusions du groupe de travail du Comité national de l'information statistique (Cnis) sur les 'statistiques de l'emploi, du chômage, de la précarité et du sous-emploi' pour mettre en place un système d'indicateurs enfin crédible, transparent et légitime".